La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1065 - mai 2006

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ :

page 2 Au fil des jours

Quelques faits récents qu'il paraît utile de souligner.

pages 3-5 Le meilleur des mondes

Pas plus que celui décrit par Aldous Huxley, JEAN-PIERRE MON *pense que le meilleur des mondes n'est pas celui que nous prépare le Ministre de l'Intérieur…*

• RÉFLEXIONS ET LECTURES

page 6 Demandez le programme ! -2.

FRANÇOIS CHÂTEL, *dans la perspective des Présidentielles, réaffirme la nécessité de ne plus lier le revenu au travail, de créer une monnaie de consommation et de la distribuer équitablement en fonction des besoins.*

page 11 L'esclavage aujourd'hui

GÉRARD-HENRI BRISSÉ, *puisque le 10 mai est le jour consacré à la mémoire de l'esclavage, insiste sur le fait que le salariat en est la nouvelle forme, et que la seule façon d'espérer en venir à bout est d'assurer la sécurité de tous par un revenu social individuel garanti et de rendre impossible la spéculation financière.*

page 7 Gentils actionnaires

Témoignage d'un agriculteur Chilien qui se voit dépouillé des richesses dont il vivait heureux

page 8 Dette odieuse …

Une bande dessinée pour expliquer comment la dette colonise le Tiers monde

… et biodiversité en péril

Le point sur l'application des décisions prises en 1992 au "Sommet de la Terre".

page 9 la politique peut-elle évoluer ?

Les réponses de quelques personnalités, qui ont quelque chose de sérieux à dire…

… et un prix Nobel se faire entendre ?

Les réponses de Pierre-Gilles de Gennes interrogé sur le projet de fusion nucléaire Iter.

• TRIBUNE LIBRE ET COURRIER DES LECTEURS

pages 12 à 15

… faire un pas vers l'égalité des chances ?

PAULETTE SIMON *suggère quelques mesures qu'un gouvernement vraiment de gauche pourrait prendre et qui aideraient les mentalités à évoluer.*

Question de choix, question de volonté…

JEAN-FRANÇOIS AMAURY *montre, à propos des éoliennes, tout ce qu'on pourrait imaginer et faire en agissant avec d'autres préoccupations que la rentabilité financière, donc avec plus d'autonomie.*

M 01669 - 1065 - F: 2,20 €

Sacrés patrons !

M. Veit Sorger, patron des patrons autrichiens, s'est ému de ce qui se passe en France. Lors d'une réunion le 7 avril à Paris, de la Confédération européenne des entreprises (CEE), nouvelle dénomination de l'Union des Industries de la communauté européenne (UNICE), il a déclaré : *«Nous sommes très désolés de voir ce qui se passe en France, mais pour nous, cela résulte du fait qu'elle n'a pas su réformer à temps»*. Il n'a pas manqué de souligner que l'Autriche qui a réalisé *"à temps"* des réformes fiscales et sociales connaît une croissance *«supérieure à la moyenne»*.

Plus conciliant, le directeur général du patronat britannique, Digby Jones, a estimé que la France *«n'a rien à craindre des réformes qui cherchent à réduire le niveau désastreux du chômage de ses jeunes parce qu'elle est déjà bien armée pour faire face à la mondialisation»*.

Il n'empêche… le patronat européen dans son ensemble est inquiet. Son président, le toujours jeune baron Ernest-Antoine Sellière, après avoir expliqué[1] que le changement de nom de l'organisation patronale européenne (y compris les futurs entrants et la Turquie) marquait la volonté des patrons de *«dépasser les approches nationales et de parler d'une même voix pour se faire entendre de la Commission et du Parlement»*, s'est inquiété du blocage de l'intégration européenne depuis l'échec des référendums en France et aux Pays–Bas : *«C'est au moment où la mondialisation produit tous ses effets que l'Europe a choisi de s'arrêter»*.

Les dirigeants du patronat européen appellent les gouvernements des Vint-Cinq à reprendre le processus de réforme institutionnelle et réaffirment les objectifs des entreprises : intégration pleine et entière des marchés, lutte contre les tendances protectionnistes, modernisation du modèle social *«pour le préserver»* (bien sûr !!!). Ils ont marqué leurs craintes sur les conséquences de la crise sociale en France qui traduit, selon Seillière, *«des résistances à l'ouverture, avec des tendances protectionnistes et patriotiques»*.

Il n'a pas précisé que, comme l'argent qui n'a pas d'odeur, le grand patronat n'a pas de patrie. En fait, la véritable crainte des patrons européens est que l'exemple français soit contagieux !

On en apprend tous les jours

Le quotidien anglais *The Guardian* a publié début avril des photos prises en février 1947 de deux prisonniers dans un camp d'internement britannique situé à Bad Neendorf, près de Hanovre, qui confirment que les troupes britanniques d'occupation en Allemagne ont pratiqué la torture, entre 1945 et 1947, sur des Allemands soupçonnés de sympathies communistes : 372 hommes et 44 femmes, le plus souvent supposés "agents de Moscou", ont été torturés au moyen d'instruments de supplice récupérés dans une prison de la Gestapo. *The Guardian* a pu se procurer ces informations grâce au Freedom of Information Act, une loi votée en 2000 qui permet à tout citoyen britannique d'exiger des administrations qu'elle ouvrent leurs archives, mais il lui a fallu insister pour obtenir aussi les photos qui avaient été retirées du dossier à la demande du ministère de la défense.

Immigration : l'exemple espagnol

Entre février et avril 2005, le gouvernement espagnol a mis en place un processus exceptionnel de régularisation des travailleurs immigrés sans-papiers[2].

Pour obtenir cette régularisation, les sans-papiers devaient prouver qu'ils résidaient en Espagne avant le 7 août 2004 et qu'ils ne possédaient pas de casier judiciaire dans leur pays d'origine. Parallèlement, leur employeur devait présenter un contrat de travail en règle pour un minimum de six mois (trois mois seulement dans le secteur agricole), pour permettre à leurs employés de bénéficier d'un permis de résidence.

Plus de 500.000 immigrés (dont environ la moitié sont originaires d'un pays d'Amérique centrale ou du Sud) ont finalement été régularisés en Espagne.

Cette régularisation a eu de nombreux effets bénéfiques. D'abord pour les ex-travailleurs clandestins qui ne pouvaient quitter l'Espagne, de peur de ne pouvoir y revenir. Posséder des papiers en règle a changé leur vie. Ensuite pour les compagnies aériennes qui ont vu augmenter significativement le nombre de voyageurs entre l'Espagne et l'Amérique latine (environ de 30% durant le mois de décembre 2005)… et qui en ont profité pour augmenter leurs tarifs !

Enfin cette régularisation remplit également les caisses de la Sécurité sociale. Les nouveaux contrats de travail des immigrés auraient ainsi permis de récupérer 750 millions d'euros en 2005 grâce aux cotisations des travailleurs et des employeurs. Pour 2006, le gouvernement estime, en prenant en compte l'année complète, qu'il percevra 1.350 millions d'euros de cotisations en plus. Le ministère du travail a été agréablement surpris, car il avait estimé les cotisations de ces immigrés en tablant sur un salaire moyen de 800 euros alors que leurs paies moyennes se sont élevées à 1.050 euros. (Globalement, les cotisations des travailleurs espagnols correspondent à un salaire moyen de 1.380 euros). Un effet positif sur les impôts de 2005 est également prévisible.

À voir les projet de Nicolas Sarkozy, il y a peu de chances que la France suive cet exemple pour résorber ses nombreux déficits.

Dommage !

1. *Le Monde*, 9-10/04/2006

2. *Le Monde*, 13/01/2006.

Le meilleur des mondes*

par Jean-Pierre Mon

Nous sommes en 2020. La droite est toujours au pouvoir et enfin la France a été réformée ! Elle est devenu une nation "moderne" : les assurances privées ont remplacé la sécurité sociale, les retraites par répartition ont été remplacées par les retraites par capitalisation, les écoles et les universités ont été privatisées, le code du travail a été aboli. Il n'y a plus de contrat, plus de salaire minimum, plus d'âge limite pour la retraite, plus de durée maximale du travail.

Grâce à cette modernisation, le taux de chômage est tombé à quelque 3,41% de la population active. Autant dire qu'on a enfin retrouvé le plein emploi. Inspiré par la formule utilisée outre-Rhin dans les années 40, le slogan en vogue est maintenant : "le travail dans la liberté" (la liberté pour les employeurs, cela va sans dire !). Ne pas travailler est considéré comme une maladie que l'on soigne désormais dans des "Structures de plein air spécifiques" (SPAS), instaurées pour suppléer au manque de place dans les hôpitaux qui, devenus privés, sont très peu adaptés au traitement des "inaptes au travail". La principale occupation des "habitants" des SPAS consiste à détruire les excédents de production réalisés par les travailleurs. Les mises en jachères obligatoires de surfaces agricoles, pourtant fertiles, et la généralisation de la production à flux tendu dans l'industrie ne suffisent plus, en effet, à écouler l'ensemble des biens et gadgets produits en masse par toujours moins de personnes, aux salaires de plus en plus réduits. La Commission européenne se réjouit du succès de sa politique de concurrence *«libre et non faussée»* qui a, au moins, réussi à faire baisser le coût du travail !

Dans les banlieues, les tours et les barres ont été dynamitées et leurs habitants relogés dans des zones pavillonnaires, peu denses, mais de plus en plus éloignées des lieux de production. Les transports en commun, tous privatisés, sont rares et chers car le prix du pétrole ne cesse d'augmenter. Ces banlieusards "modernisés" n'ont guère d'autre avenir que les SPAS.

Les "gagnants", ceux qui ont "réussi" logent dans de grands complexes entourés de hautes grilles. Les accès à ces résidences, observées en permanence par des caméras, sont soumis à un contrôle rigoureux, exercé par des vigiles armés. Il y a très peu de monde dans les rues. On n'y manifeste plus. Enfin les usagers ne sont plus pris en otages pour un oui ou pour un non… ! C'est clairement le résultat de la mise en œuvre des lois sur la prévention de la délinquance qui ont été votées en 2006 : les déviants sont traités à temps, donc dès leur plus jeune âge. Et ainsi la norme règne.

Vous croyez que j'exagère ?

— À peine un peu ! Car les prémices en sont bel et bien déjà là :

* Titre de l'un des romans les plus connus de l'écrivain anglais Aldous Huxley (1894-1963).

L'ASSURANCE MALADIE

Gros titre dans le *Monde* des 9-10 avril 2006 : *«Les AGF inventent la "Sécu" de luxe». «Une cotisation annuelle de 12.000 euros pour la garantie d'être soigné dans les meilleurs délais par les plus grands spécialistes : le projet "Excellence Santé" secoue le milieu médical»*. L'idée a été lancée par Gilles Johanet[1], ancien directeur de la caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) de 1989 à 1993 puis de 1998 à 2002, aujourd'hui directeur général adjoint des AGF chargé de la branche santé. Le "concept" du projet "Excellence Santé" est simple : de grands patrons de la médecine pour VIP (mille cadres dirigeants d'entreprises). Pour une cotisation annuelle de 12.000 euros (plus 4.000 euros pour le conjoint et 2.000 pour chaque enfant), les adhérents seront orientés dans les plus brefs délais vers les "meilleurs" spécialistes du secteur conventionné. Pour constituer le réseau de deux cents médecins, les "meilleurs" dans leur domaine, M. Johanet a fait appel au professeur Pierre Godeau, spécialiste de médecine interne, qui s'est *«engagé auprès des AGF à réunir une équipe valable pour ce projet original»*. Pour éviter toute contestation, les AGF ont demandé aux médecins prêts à participer au projet de ne pas répondre aux questions des journalistes. Le Conseil National de l'Ordre des Médecins, dont le secrétaire général rappelle que l'article 7 du code de la Santé publique stipule que *«le médecin doit écouter, examiner, conseiller ou soigner avec la même consciences toutes les personnes, quelles que soient leur origine, leurs mœurs et leur situation de famille»*,.vient cependant d'écrire aux AGF pour réclamer des précisions sur "Excellence Santé" : *«Nous nous interrogeons sur le risque de remise en cause du principe d'égalité d'accès à des soins de qualité et sur la mise en place d'un réseau de médecins qui seraient plus disponibles pour certains patients»*. Un grand nombre de médecins semblent, en effet, et heureusement, peu favorables à ce projet *«qui viole l'éthique médicale et remet en cause le principe de*

1. Énarque, conseiller-maître à la Cour des comptes, conseiller de Pierre Mauroy en 1983-84.

solidarité», mais ils n'en sont pas très étonnés : *«Je suis très mal à l'aise avec cette initiative mais pas pour autant scandalisé, nous sommes dans un monde compétitif même pour la santé»*, déclare l'un d'eux. *«C'est dans l'air du temps. Cela traduit une américanisation du système de soins et, plus grave encore, une américanisation des esprits»*, renchérit un autre.
Confrontées à ces réactions, les AGF ont publié le 14 avril un communiqué disant que *«certains aspects de ce projet suscitent incompréhension et émotion puisqu'est mise en cause sa compatibilité avec les principes et le fonctionnement de notre système de soins et avec la déontologie médicale»*, mais elles ont précisé qu'elles n'abandonnaient pas pour autant le projet et qu'elles voulaient simplement *«se donner un temps supplémentaire de réflexion dans un esprit de concertation pour tenir compte des sensibilités qui se sont exprimées»*.
Affaire à suivre…

LES RÉSIDENCES SÉCURISÉES

À L'ABRI DERRIÈRE LES GRILLES

Sous ce titre et une photo du portail du Parc du Belvédère, près de Lille, Pascale Crémer expliquait dans *Le Monde 2*[2] la vogue des résidences fermées en France : c'est aux États-Unis que *«l'auto enfermement résidentiel»* dans des quartiers clos et sécurisés est apparu, dans les années 1960-1970, à Los Angeles, alors en pleine croissance périurbaine. À la fin des années 80, il apparaissait dans toutes les grandes agglomérations du Sud des Etats-Unis, ainsi qu'à Chicago et à New York. Au milieu des années 90, il concernait déjà 8 millions de personnes, réparties dans 20.000 résidences privées. Certaines de ces *"enclaves privées"* sont immenses (Hot Springs Village en Arkansas : 10.000 hectares, 13.000 résidents ; l'ensemble des domaines résidentiels clos de Weston, en Floride, constitue une véritable ville privée de 50.000 habitants…).
Le phénomène s'est maintenant mondialisé. En Afrique du Sud, de véritables villes fortifiées ont été érigées pour les classes aisées.
Il touche la France depuis une quinzaine d'années. Actuellement, *«40% des sites internet des promoteurs-constructeurs affichent clairement au moins une opération immobilière "fermée". C'est le cas de tous les promoteurs nationaux et d'un tiers des promoteurs régionaux. Un peu partout en France : 18 de nos 22 régions sont concernées»*[3]. Apparues d'abord dans le Sud, en périphérie des grandes agglomérations, puis dans des zones de plus en plus éloignées des centres-villes, elles se répandent maintenant dans des villes de petite taille (Albi, Foix, Luçon, La Roche-sur-Yon, Langres, …). À 70%, ces programmes immobiliers sont constitués d'habitats collectifs et non d'ensemble de villas. On y rencontre, bien sûr, des retraités mais aussi des cadres du tertiaire, et presque plus de locataires, que des propriétaires appartenant plutôt aux classes moyennes.
«Dans un monde de plus en plus sous pression, sous contraintes, il y a une aspiration à la tranquillité dans toutes ses dimensions. Or accepter la différence demande un effort», explique la sociologue Marie-Christine Jaillet[4], qui précise : *«Confrontées aux modifications du marché du travail, les classes moyennes sont devenues des couches sociales incertaines quant à leur place et à leur identité. L'appropriation exclusive de "morceaux" de l'espace urbain leur permet de se défendre d'un risque de disqualification qui résulterait d'une trop grande proximité des pauvres et des "déclassés"»*. Mais cette ghettoïsation favorise la *«rhétorique sécuritaire»* : *«Deux mètres de hauteur, ce n'est pas suffisant, loin de là. Le mur d'enceinte laisse passer bien trop "d'indésirables"»*, peste le régisseur de la résidence du parc du Belvédère, à Saint-André, dans la banlieue de Lille. Bientôt, les copropriétaires voteront sa surélévation d'un

2. *Le Monde 2*, n° 93, 26/11/2005.

3. François Madoré, *Villes fermées, villes surveillées*, Presses universitaires de Rennes, 2005.

4. CNRS, Laboratoire de recherches humaines et sociologiques de Toulouse.

bon mètre car avec la même détermination, ils ne transigent pas avec la sécurité, avec leur *"tranquillité"*»[2]. Certains promoteurs en viennent même à craindre que *«les exigences de sécurité deviennent absurdes et qu'on en arrive aux miradors…»*

Ajoutons que certains élus locaux favorisent la construction de ces enclaves privées car cela permet un transfert de charges financières important de la commune vers la copropriété, comme, par exemple l'entretien d'espaces précédemment publics. On peut craindre qu'avec le développement de ces résidences closes, la ville traditionnelle où se faisait malgré tout, plus ou moins vite, un certain brassage social, ne devienne plus qu'un souvenir.

2. *Le Monde 2*, n° 93, 26/11/2005.

La prévention de la délinquance

Le plan gouvernemental de prévention de la délinquance, présenté le 20 janvier dernier lors d'un comité interministériel réunissant neuf ministères, comporte 131 articles. Il concerne presque tous les secteurs : police, justice, éducation, affaires sociales, santé, transports, urbanisme, sport, égalité des chances… Les maires en seraient les pilotes. La multitude de mesures qu'il comporte devrait se traduire dans des circulaires et autres adaptations réglementaires, et aussi dans des textes de loi qui, assure Dominique de Villepin, seront débattus au cours des prochaines sessions parlementaires. Notons parmi les diverses mesures préconisées : la prévention en matière psychiatrique, qui devrait être réformée en renforçant les pouvoirs des maires et des préfets, qui pourraient recourir à des procédures d'hospitalisation d'office lorsque la sécurité des personnes ou l'ordre public sont menacés ; la possibilité pour les maires de créer un *«conseil pour les droits et devoirs des familles»* et de saisine de la caisse d'allocations familiales afin qu'elle enclenche la mise sous tutelle des prestations…

Le projet consacre les idées chères au Ministre de l'intérieur de renforcement du contrôle social, qui se manifestera aussi au niveau de l'urbanisme, notamment avec le développement de la vidéosurveillance dans les parties communes d'immeubles et la mise en place *«d'avis sécurité»*, délivrés par les autorités pour tout projet immobilier.

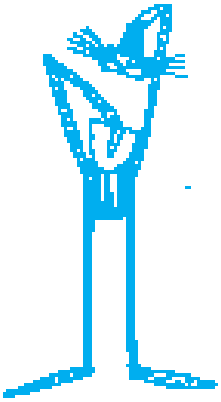
Mais la mesure certainement la plus dangereuse est celle qui souligne *«l'importance de la détection précoce des troubles du comportement»* pour éviter plus tard *«les comportements autodestructeurs ou agressifs pouvant conduire les enfants à la délinquance»*. Cette proposition s'appuie sur une expertise collective de l'Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale (INSERM) qui préconise le dépistage du *«trouble des conduites»* chez l'enfant dès le plus jeune âge. Entreprise à la demande de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (Canam) des professions indépendantes, cette étude a été publiée en septembre 2005. Elle définit *«les troubles de conduite chez l'enfant et de l'adolescent»* comme *«la répétition et la persistance de conduites au travers desquelles sont bafoués les droits fondamentaux d'autrui et les règles sociales»*, des *«crises de colère et de désobéissance répétées»* jusqu'aux *«agressions graves comme le viol, les coups et blessures et le vol»*. Pour dépister ces troubles, les professionnels sont invités à repérer des facteurs de risque prénataux et périnataux, génétiques, environnementaux et liés au tempérament et à la personnalité. Pour les jeunes enfants, *«dès la crèche et l'école maternelle»*, à 36 mois, comme le recommande l'INSERM, il faut rechercher *«des traits de caractère tels que la froideur affective, la tendance à la manipulation, le cynisme»* et la notion *«d'héritabilité (génétique) du trouble des conduites»* dont les signes seraient *«l'indocilité, l'hétéroagressivité, un faible contrôle émotionnel, l'impulsivité, un indice de moralité bas, etc.»*. Les enfants présentant ces symptômes devraient être soumis à des tests élaborés à partir de théories très à la mode, dites de neuropsychologie comportementaliste, et qui permettent de repérer toute déviance à une norme établie selon les critères de la littérature scientifique anglo-saxonne. "Renormalisés" à l'aide des thérapies cognitivo-comportementalistes (TCC) en vogue aujourd'hui, les enfants de 6 ans "résistants" pourraient être soignés par l'administration de médicaments psychostimulants et thymorégulateurs. Ce n'est pas le lobby pharmaceutique qui se plaindra de ces mesures…

Cette "expertise collective" de l'INSERM et son utilisation dans le projet de loi sur la prévention de la délinquance ont vivement fait réagir les pédopsychiatres, les psychologues, les psychiatres, les enseignants, les travailleurs sociaux… Lancée par une dizaine de praticiens hospitalo-universitaires, par la présidente du Syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile, par l'association nationale des psychologues, et par le président de la société française de la santé publique, … la pétition[5] *"Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans"* a été signée par plus de 100.000 personnes. Elle a mis dans l'embarras le directeur général de l'INSERM qui s'est défendu[6] en expliquant que *«le rôle de l'INSERM est de contribuer à des débats de société»*. Souhaitons que ce débat puisse avoir lieu dans la clarté et soit amplement médiatisé.

Mais sera-ce suffisant pour faire reculer les projets de "normalisation" sociale chers au Ministre de l'intérieur ?

5. http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/appel/index.php?petition=3&signe=oui

6. *Le Monde*, 21/03/2006.



Dans la perspective des Présidentielles, François Châtel a montré, dans notre précédent numéro, que le bilan du système actuel discrèdite l'idéologie qui le soutient.
Dans cette deuxième partie de ses réflexions, il exprime son aspiration à un autre avenir et à d'autres préoccupations pour l'humanité :

Demandez le programme ! - 2.

par François Châtel

Comme l'explique Albert Jacquard dans *"Tentatives de lucidité"* : *«le schéma (de l'économie) libéral(e) classique repose sur un thème central : l'existence d'un marché où se décide le prix des différents biens. Ce schéma admet que les divers acteurs qui interviennent sur ce marché ne tiennent compte que de leur propre intérêt. C'est l'affrontement des égoïsmes qui aboutit à un équilibre global supposé optimal pour la collectivité. Si ce schéma est effectivement réalisé, il ne tient compte que des intérêts de ceux qui peuvent se manifester. Il exclut donc les humains des générations futures… Là est sans doute le vice fondamental de la théorie économique libérale : elle néglige la majorité des membres de notre espèce, ceux qui ne sont pas encore nés… L'hypothèse d'une émigration de l'humanité sur une planète neuve (étant) à exclure de nos projets, il reste à gérer en bons pères de famille, notre propriété. Cette gestion ne peut être pilotée qu'en ayant constamment à l'esprit les conséquences lointaines de nos actes du moment. Le marché prôné par les théories libérales est évidemment à l'opposé de cette attitude puisqu'il ne donne la parole qu'aux présents. Ces théories ne peuvent être réalistes que dans la mesure où les décisions d'aujourd'hui n'ont que peu de conséquences pour demain et après-demain. Cela a été le cas pendant toute l'histoire passée des hommes. Le siècle qui vient de s'achever a bouleversé ces conditions aux limites. Nous retrouvons ici la phrase de Paul Valéry, "le temps du monde fini commence"».*

Une civilisation qui situe le progrès au niveau de l'Avoir ne peut pas être représentative de l'avenir humain. Une personne adulte qui bénéficie de la liberté de choix en ce qui concerne ses propres besoins relègue l'Avoir au second plan et ne peut s'identifier qu'au progrès de l'Être. Une civilisation qui privilégie et prône la production et la consommation alors que dans le même temps l'expression démocratique est négligée, que la véritable culture est envoyée aux oubliettes et que le service public est spolié (santé, énergie, transports, éducation, …) ne peut pas dépasser le stade du "Moi", du passionnel, de l'adolescence nombriliste. Comment évoluer vers l'âge adulte, celui du "Nous", de la solidarité et de l'échange, le seul capable de générer une réaction saine aux différentes menaces ?

Des résistances naissent ou se développent partout dans le monde. Elles s'opposent à cette "voie unique" proposée par l'économie libérale, à cet unilatéralisme, à cette évangélisation faisant l'apologie de la "religion" du marché. Ce nouvel élan d'opposition représenté, par exemple, par les altermondialistes, les partisans de la décroissance, certains écologistes, possède de quoi revigorer notre optimisme. Ces mouvements contestataires en lutte contre les abus du système libéral remportent certes des victoires encourageantes mais s'aperçoivent que le monstre est loin d'être terrassé. Même atteint d'une maladie incurable qui le ronge, il poursuit sa conquête de l'ensemble de l'humanité. Son agonie se manifeste par une amplification croissante de son cynisme et des expressions de violence qui l'ont toujours caractérisé.

Un programme : l'Économie distributive :

Ces mouvements ligués pour condamner le capitalisme aux oubliettes cherchent à évoluer de la contestation à l'élaboration d'un programme révolutionnaire. Ils mettent en place toutes sortes de réunions, forums, séminaires, afin de collecter les avis et élaborer des solutions alternatives. Ils tergiversent alors qu'ils ne peuvent plus méconnaître l'existence de l'économie distributive, dont ils pourraient adopter l'ensemble des principes comme base de réflexion, sinon même de programme. Parviendront-ils à oser proposer, par exemple, la séparation du revenu et du travail (ou service civil), une monnaie non-thésaurisable dont la quantité émise correspond aux biens produits, une distribution équitable selon les besoins de chacun, l'abolition de la propriété privée des moyens de production ? Ces mesures, véritables contre-pieds au capitalisme, les effraient-elles ? Doit-on s'en remettre à quelques "mesurettes" par crainte du "désordre et du terrorisme généralisés" selon leur propre discours ?

Le changement est nécessaire. Le système économique appliqué de nos jours ne peut que

nous conduire dans un mur. Il n'a jamais été adapté pour s'appliquer à un environnement fermé, aux ressources limitées. Plus nous serons nombreux à refuser le suicide collectif, à rester lucides et convaincus, plus nous parviendrons à tourner le volant pour éviter l'écueil.

Cette détermination n'aura de poids et de crédit que par la résistance passive et l'action non-violente. C'est le système actuel qui se nourrit par la violence sous toutes ses formes, l'alimenter par des mouvements de révolte ou de terrorisme violent serait se jeter dans la gueule du loup. Face à un monde immature, toute opposition violente joue sur le terrain de l'adversaire. En supposant même une victoire improbable, il faut se rappeler la leçon de l'Histoire : toute révolution qui s'instaure par les armes ne peut se maintenir que par elles et par la répression violente.

Le système qui doit succéder à celui qui est devenu caduc, ne serait-ce que par ce qu'il exclut une grande partie de l'humanité, ne saurait tomber dans le même travers et se comporter en classique mouvement révolutionnaire.

Le nouveau système ne doit pas vaincre, mais convaincre.

Un programme est nécessaire et son contenu doit refléter l'objectif poursuivi : permettre à l'humanité d'évoluer vers la maturité, favoriser l'expression de l'Etre et renvoyer l'Avoir au second plan.

Ainsi, la plupart des concepts qui définissent les objectifs dans la société actuelle ne peuvent, dans la nouvelle, que se voir reclasser comme des moyens. En particulier, la monnaie doit retrouver sa place de *moyen*, donc n'avoir que des fonctions de mesure, de prévision et d'accès à la consommation. Et sa distribution doit être gérée par un (ou des) service(s) public(s).

Toute production de biens ou de services ne peut se comprendre qu'en termes de service rendu puisqu'elle permet de répondre aux besoins. Et toute activité humaine participant à cette production revient donc aussi à un service rendu à la collectivité.

Comment une civilisation qui donne priorité à l'Avoir en vient à écraser l'Être ? En voguant au hasard sur internet on peut tomber sur des témoignages tels que celui-ci :

Gentils actionnaires

Le Chili est un pays qui possède de grandes réserves d'eau douce, réparties en fleuves, lacs et glaciers. Dans une région appelée «Valle de San Felix», peuplée d'agriculteurs qui apportent au pays sa seconde richesse la plus importante, le chômage n'existe pas. Elle est arrosée par deux fleuves, qui prennent leur source dans les glaciers de la Cordillère proche et offrent l'eau la plus pure du Chili !

Les ennuis y ont commencé lorsque quelqu'un a découvert sous ces glaciers le «Trésor d'Amérique» des millions de dollars sous forme de métaux précieux, or et argent en particulier. Mais pour les extraire, il est nécessaire de casser et détruire les glaciers. Un projet d'extraction a été élaboré, il s'appelle Pascua Lama. Notre gouvernement l'a déjà approuvé, et bien que les agriculteurs aient réussi à en faire retarder l'exécution, la date de début des travaux est maintenant fixée à 2006. Il va être mis en application par une entreprise multinationale dont Bush père est l'un des actionnaires…

Ça fait longtemps que ces gens luttent pour leur terre, qui est leur unique source de travail. Mais ils n'ont pas eu le droit de s'exprimer à la TV à cause d'une ordonnance du Ministère de l'Intérieur. Leur seul espoir de mettre un frein à ce projet est de le faire connaître au plus grand nombre possible de personnes afin de pouvoir saisir les Cours de Justice Internationales.

(appel lancé par un Chilien et sigalé par Paul Vincent.)

"Dette odieuse" ...

À propos des Cours de justice internationales, nous avons déjà souligné ici le remarquable travail que fait le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers monde, le CADTM, en recommandant la lecture et la diffusion d'ouvrages tels que *La finance contre les peuples, La bourse ou la vie*, d'Éric Toussaint et *L'Afrique sans la dette* de Damien Millet, *Les tsunamis de la dette*, de D.Millet et É.Toussaint, *50 questions, 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, etc., qui expliquent les mécanismes de la colonisation financière du Tiers monde et cherchent comment faire appliquer le Droit international afin de délivrer les peuples ainsi soumis.

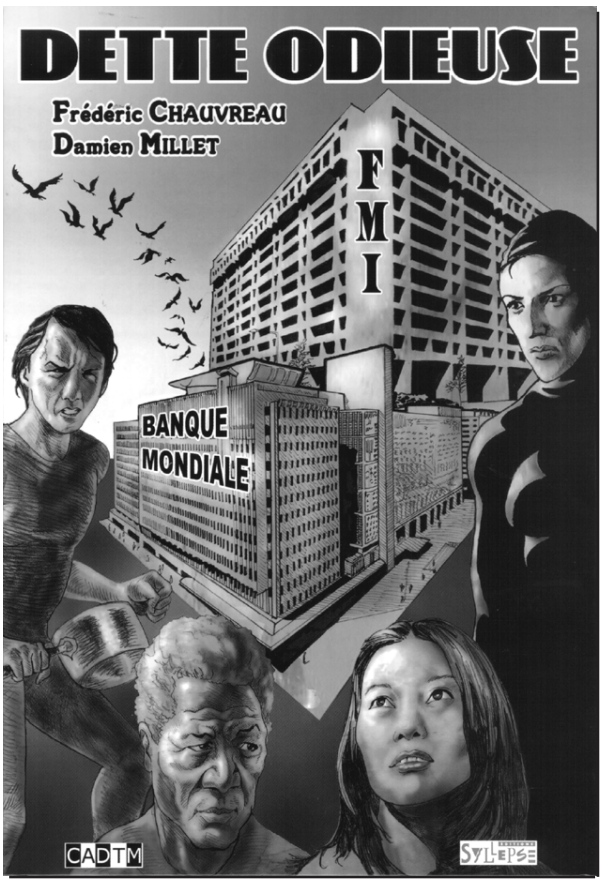
Ces ouvrages sont une mine de précisions, de détails historiques sur l'élaboration de la Dette, une énumération de références et de faits incontestables, chiffres à l'appui.

Pour expliquer autrement ce que le Droit international désigne par "dette odieuse", le CADTM fait appel à un autre procédé : il publie une bande dessinée par Frédéric Chauveau, sur un scénario élaboré avec Damien Millet. et utilisant des citations réelles

Cette BD, intitulée *Dette odieuse*, est publiée, comme les ouvrages précédents cités ci-dessus, par le CADTM, dont l'adresse en France est 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau et en Belgique, 345 avenue de L'Observatoire, B-4000 Liège, et par les éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris.

Cette BD de 47 pages en couleurs est vendue au prix de 9 euros et on peut la retrouver sur internet à l'adresse http : //home.tele2.fr/bdetteodieuse.Soutenir l'action du CADTM c'est faire beaucoup plus que la charité à quelques pauvres…

M-L D.



... et biodiversité en péril ...

Lors du "Sommet de la Terre", en 1992 à Rio de Janeiro, la convention sur les changements climatiques était accompagnée d'un traité mondial juridiquement contraignant, une convention sur la biodiversité biologique qui fixait trois objectifs principaux : la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments constitutifs et le partage juste et équitable des avantages qui découlent de l'utilisation des ressources génétiques à des fins commerciales et autres.

Dix ans plus tard, au Sommet mondial pour le développement durable qui se tenait à Johannesburg, les chefs d'État et de gouvernement ont réapprouvé les objectifs de cette convention : «*assurer d'ici à 2010 une forte réduction du rythme actuel d'appauvrissement de la diversité biologique aux niveaux mondial, régional et local, afin de contribuer à l'atténuation de la pauvreté et de favoriser toutes les formes de vie sur la planète*».

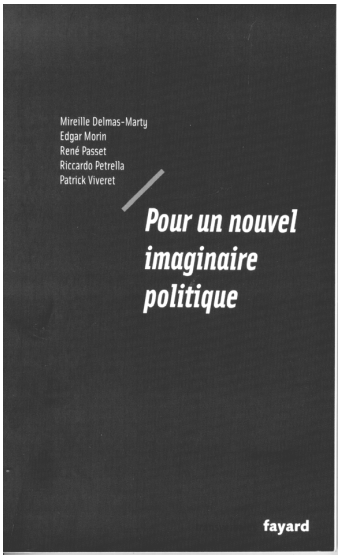
Mais du 20 au 31 mars, la deuxième édition des perspectives mondiales de la diversité biologique, qui se tenait au Brésil, a dû constater que «*des efforts additionnels sans précédent devront être faits pour atteindre l'objectif*».

En effet des chiffres alarmants y ont été exposés, montrant par exemple que notre consommation irrationnelle augmente tellement "l'empreinte écologique" de l'humanité que la demande mondiale de ressources dépasse déjà de quelque 20% la capacité biologique de la Terre à les renouveler. L'Homme a aujourd'hui un tel impact sur la planète qu'il ne s'agit plus d'intégrer nos activités à l'environnement mais de réintégrer la Nature dans nos activités. Et pourtant, les conclusions de ces journées se veulent optimistes : elles misent sur une mobilisation forte, espérant que la société civile va prendre conscience des enjeux et encourager sérieusement les politiques à agir dans le bon sens. Pour maintenir l'intérêt envers la biodiversité, les arguments retenus analysent les écosystèmes à travers les biens et les services qu'ils fournissent.

Mais il va falloir beaucoup de volonté pour que les générations futures puissent hériter d'une planète bleue verdoyante.

Extraits de l'Annexe du résumé en français de la deuxième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (http //www.biodiv.org/gbo2/default.shtml).

… la politique peut-elle évoluer ?



On comprend bien qu'il faut changer la politique pour stopper cette course folle, pour que cesse l'asservissement d'une grande partie de l'humanité à l'enrichissement de quelques actionnaires et pour qu'il soit mis fin au pillage inconsidéré de la planète qui compromet aussi l'épanouissement des générations futures. Mais comment faire ?
Comment réoxygéner des espaces politiques ? Comment expérimenter des économies et des univers pluriels ? Comment jeter les bases d'une (réelle) gouvernance mondiale ? Comment repenser un imaginaire européen ? Telles sont les quatre questions posées à quatre "intellectuels" choisis par l'éditeur Fayard.
À chacune d'elles répondent successivement d'abord Mireille Delmas-Marty, Professeur au Collège de France, spécialiste des Études juridiques comparatives et de l'internationalisation du Droit, puis René Passet, Professeur d'Université, spécialiste du Développement, défenseur des approches "transversales" et qui fut le premier Président du conseil scientifique d'Attac, puis Riccardo Petrella, Professeur d'économie politique à l'université catholique de Louvain, fondateur du "Groupe de Lisbonne" et qui fut conseiller à la Commission européenne, et enfin Patrick Viveret, philosophe, Magistrat à la Cour des comptes, ancien rédacteur en chef de la revue *Transversales*, et qui est l'auteur du rapport de mission au gouvernement qui remet en cause la façon dont on considère toujours la richesse.
L'ouvrage qui contient leurs réponses est introduit par Edgar Morin, et ce chercheur, dont les multiples et diverses publications sont mondialement réputées, y propose «contre l'intelligence myope», «une pensée anticipatrice». Plus modeste et plus simple, l'avant-propos de Valérie Peugeot est tout à fait remarquable.
Bref, l'ensemble constitue un monument tellement riche, tellement dense, qu'il est impensable de le résumer. Tout le monde devrait le lire et relire, depuis ceux qui ambitionnent de solliciter un mandat électoral jusqu'à tous ceux qui désespèrent des politiciens… mais qui estiment que la politique les concerne en tant que citoyen ayant au moins le droit de se forger une opinion.

M-L D.

… et un prix Nobel se faire entendre ?

Pierre-Gilles de Gennes exprimait ainsi en janvier dernier dans *Les Échos* ses doutes sur les choix de la politique de l'énergie :

— Je trouve que l'on consacre beaucoup trop d'argent à des actions qui n'en valent pas la peine. Exemple, la fusion nucléaire. Les gouvernements européens, de même que Bruxelles, se sont rués sur le réacteur expérimental Iter sans avoir mené aucune réflexion sérieuse sur l'impact possible de ce gigantesque projet. Quoique grand défenseur des grosses machines communautaires il y a trente ans, et ancien ingénieur du Commissariat à l'énergie atomique, je n'y crois malheureusement plus, même si j'ai connu les débuts enthousiastes de la fusion dans les années 1960.
Pourquoi ? Un réacteur de fusion, c'est à la fois Superphénix et La Hague au même endroit. Si, avec Superphénix on a réussi à gérer un réacteur à neutrons rapides, ce serait difficile à reproduire sur 100 réacteurs en France (ce qu'exigeraient les besoins électriques nationaux), car ces installations réclament les meilleurs techniciens pour obtenir un résultat très raffiné dans des conditions de sécurité optimales. Et ce serait littéralement impossible dans le tiers monde.
Sans compter qu'il faudrait reconstruire une usine du type de La Hague autour de chaque réacteur pour pouvoir traiter sur site les matières fissibles extrêmement chaudes, qu'on n'a pas le droit de transporter par voie routière ou ferroviaire. Vous vous rendez compte de l'ampleur d'un tel projet !
— Avez-vous d'autres réticences vis-à-vis du réacteur expérimental Iter ?
— Oui. L'une repose sur le fait qu'avant de construire un réacteur chimique de 5 tonnes, on doit avoir entièrement compris le fonctionnement d'un réacteur de 500 litres et avoir évalué tous les risques qu'il recèle. Or ce n'est absolument pas comme cela que l'on procède avec le réacteur expérimental Iter. Pourtant, on n'est pas capable d'expliquer totalement l'instabilité des plasmas ni les fuites thermiques des systèmes actuels. On se lance donc dans quelque chose qui, du point de vue d'un ingénieur en génie chimique, est une hérésie.
Et puis, j'aurais une dernière objection. Connaissant assez bien les métaux supraconducteurs, je sais qu'ils sont extraordinairement fragiles. Alors, croire que des bobinages supraconducteurs, servant à confiner le plasma, soumis à des flux de neutrons rapides comparables à une bombe H, auront la capacité de résister pendant toute la durée de vie d'un tel réacteur (dix à vingt ans), me paraît fou. Le projet Iter a été soutenu par Bruxelles pour des raisons d'image politique, et je trouve que c'est une faute.

L'esclavage, aujourd'hui

par Gérard Henri Brissé

Alors que l'évolution des idées scientifiques, technologiques, éthiques, religieuses, progresse à pas de géant, des appareils sclérosés maintiennent l'ordre établi, figent et perpétuent des structures aliénantes. La peur du changement vers l'inconnu, et la hantise de perdre les intérêts acquis, engendrent un conservatisme politico-social qui contrarie l'exploitation, au bénéfice de l'humanité, de la révolution technologique. Le réformisme se fourvoie dans un non-conformisme de façade, il ne va pas au fond des choses : il esquive les vrais problèmes en n'appréhendant pas les évènements dans leur globalité et il se résout en une tentative d'adaptation de l'ordre ancien aux nouvelles donnes. Des idéologies, oui, mais pas d'éthique.

Ce qui est offert aux générations montantes c'est le spectacle permanent d'une société d'injustice, de confrontation perpétuelle, de guerre sociale, de violence, fût-elle révolutionnaire. Or l'Homme a besoin simultanément de valeurs sécurisantes et de dépassement. Il doit pouvoir trouver sa voie à travers les pulsions de violence et de puissance, il doit consolider des points d'ancrage pour baliser les frontières entre ses capacités propres et l'action solidaire et responsable.

Que les citoyens soient inégaux en nature, rien n'est plus évident. Que ces inégalités soient systématiquement exploitées à des fins de domination économique, commerciale et partisane, est naturel : le fort l'emporte sur le faible, l'intelligent et le rusé sur le borné et le pleutre. C'est la loi du monde animal, bien que, paraît-il, les bêtes d'une même race ne se dévorent point entre elles. Mais il existe une Déclaration Univeselle des Droits de l'Homme…

Les droits de l'Homme… à revoir en termes de devoirs.

Cette Déclaration devrait figurer à côté des mirifiques programmes des candidats… Car s'il en était conscient, l'électeur éliminerait d'office les démagogues et autres populistes qui font de la haine, de la division et du racisme leurs thèmes de prédilection.

Mais qui peut encore affirmer que les citoyens sont égaux au regard de l'alimentation, du logement, des soins médicaux, de la maladie, de l'invalidité, du veuvage, de la vieillesse, de la paternité, des moyens de subsistance, de l'éducation, de la culture, qui conditionnent *«leur plein épanouissement»* ?

Est-ce y contribuer pleinement que de réduire l'indispensable contribution communautaire et solidaire à un acte sélectif de charité publique ou privée ?

Un chômeur n'aurait-il pas le droit de s'adresser au gouvernement et aux responsables politiques pour leur signifier que le droit au travail est inscrit dans notre Constitution ?

— La Déclaration stipule en outre que *«toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale compte tenu de l'organisation des ressources de chaque pays»*. Alors, dans un pays comme la France, où les ressources ne font pas défaut, où l'on s'acharne même à les limiter et à les détruire faute de les consommer, n'est-ce pas leur répartition qu'il faut changer ?

Vos carences, ô princes qui nous gouvernez, sont tout simplement anticonstitutionnelles. En vertu des Droits Universels de l'Homme, les associations de chômeurs et des "sans droit" du monde entier seraient fondées à formuler un recours en justice contre les pouvoirs publics défaillants pour obtenir des dommages et intérêts[1].

1. C'est ce qu'a fait un conducteur de car Breton, voir *GR* 1062, p. 2.

Une société de personnes, … non d'esclaves

Seule la conscience en éveil peut atténuer, voire araser, par le droit, les inégalités naturelles. Les capacités de l'autre ne se mesurent point, elles s'apprécient en qualité.

La société se mue progressivement, par retouches successives, en communautés de personnes, qui sont complémentaires dans leur milieu de vie naturel ou au sein de ce qu'elles ont en commun : leur travail, leur loisir, leur culture ou leur spiritualité.

Or l'ordre social perpétue, sous l'éphémère vernis du réformisme, des structures de servitude, voire d'esclavage, sans cesse renouvelées, et leur corollaire, l'esprit de soumission. L'être est écrasé sous le paraître. À la coopération nécessaire, à la solidarité communautariste, on substitue des

rapports de forces, de confrontation, des hiérarchies bureaucratiques et paternalistes. Ce sont des solutions de facilité, car il est plus aisé de faire faire que de faire, et d'imposer que de dialoguer. Ainsi, le responsable, c'est l'autre : ce qu'il fait ne vaut rien, et moi je détiens seul les clés de l'organisation idéale et exemplaire. Tous les problèmes seront résolus car en écrasant l'autre, je vais obtenir une promotion. Le système de la "fuite en avant" est aussi néfaste que le conservatisme.

Ces structures économiques et sociales sont porteuses d'instabilité, de précarité, d'appauvrissement pour le plus grand nombre, de chômage, de démarches contraignantes, voire humiliantes, de virus techno-bureaucratique et de pressions aliénantes.

Et la formation et l'éducation sont de plus en plus conçues dans cette démarche vers l'utilitaire : elles ont peu de rapports avec une éducation créatrice de cheminement vers la culture, librement appréhendée et élaborée, qui soit fruit de la connaissance, de l'expérience et de la conscience mêlées.

Dans une civilisation que d'aucuns nomment encore "occidentale et chrétienne", où chacun peut, en théorie, accéder selon ses mérites aux plus hautes fonctions, les chances sont, en fait, faussées dès le départ. Car l'enfant est tributaire de la famille qui l'a fait naître, l'adolescent l'est de ses parents et l'adulte, de son milieu. Entre le PDG d'une firme multinationale qui dispose d'un service musclé de contentieux, ou l'agent du fisc qui joue au petit dictateur avec un redoutable pouvoir répressif, et le simple citoyen à la merci d'un officier de police, l'écart est parfois aussi grand qu'entre le seigneur et le féal de jadis. Seule a changé la nature du rapport servitude/domination : politico-militaire hier, la féodalité est à présent financière et économique.

Telle est la forme moderne de l'esclavage.

Intégrer la personne dans le tissu social

Les deux grandes révolutions de l'Histoire ont agi aux extrêmes : celle de 1789 en France a consacré un individu abstrait et absolu, livré à lui-même, une sorte de monstre a-social : elle instaura la liberté, mais c'était aussi la liberté d'exploiter l'autre. À l'opposé, la bolchevique avait conforté la primauté du collectif sur l'individuel, et promu l'homme-pion sur l'échiquier d'une idéologie planificatrice, centralisatrice et bureaucratique.

Il faut maintenant intégrer l'individu dans son milieu social pour que la société devienne l'aboutissement d'un consensus volontariste et communautariste. Dès lors que l'on pose comme prémisse la socialisation, et non pas le "socialisme, il est indispensable que cette démarche ait sa contrepartie concrète dans une définition plus affinée des droits et devoirs des citoyens.

«Tout homme qui vit est un système de contrastes assemblés», écrivait Paul Valery. La société est à l'image de la nature humaine et l'on pourra disserter longtemps encore sur l'éternel combat entre instinct et raison.

Il n'existe point de remède miracle ou à imposer pour parvenir à une harmonisation des rapports sociaux et éliminer à jamais les fléaux de l'humanité. Les tonnes d'ouvrages parus, fruits de réflexions profondes ou bourrés de certitudes dites scientifiques, œuvres de moralistes, de philosophes et de sociologues, n'ont guère contribué à modifier sensiblement les comportements fondamentaux de l'espèce humaine. Et les expériences réalisées au prix de millions de morts, depuis la république jésuite des Guaranis jusqu'à la révolution des Soviets, ne sont pas convaincantes.

Le seul fil d'Ariane, éternel et permanent, est le message fondamental des religions monothéistes, qui propose des règles d'existence, exclut les déviations mutilantes de l'autodestruction ou de l'ascétisme, de l'intégrisme ou du sectarisme, suggère une voie médiane, la plus judicieuse parce qu'elle s'assimile à la Vie, parce que celui qui la transgresse se condamne au cycle infernal. On a beau tourner autour du pot, s'inventer des systèmes qui finissent par tourner en fumée, on en revient toujours là !

On ne peut donc espérer une société plus humaine qu'en instituant la sécurisation inaliénable des personnes et de leurs biens personnels, assurée par un revenu social individuel garanti et par l'impossibilité de toute spéculation financière.

La sécurité de chacun passe par la sécurité de tous, l'individualisme forcené et conquérant doit donc s'effacer derrière les contraintes d'un communautarisme ouvert, librement consenti, bâti et vécu, dans le respect de la diversité des tempéraments et des opinions.

... faire un pas vers l'égalité des chances ?

Pensant que l'économie distributive ne pourra pas s'appliquer du jour au lendemain, j'ai réfléchi à quelques propositions qu'un gouvernement "de gauche" pourrait inclure dans une plate-forme commune. Si l'on se réfère à la Constitution, «la République se doit d'assurer l'égalité en droit(s) de tous les citoyens», on s'aperçoit que la République n'assume pas ses devoirs ! Pour une véritable égalité des chances entre tous les citoyens il faudrait assurer l'égalité économique de tous les enfants dès leur naissance, quel que soit le milieu dans lequel ils viennent au monde… et respecter les différences (intelligence, culture, milieu "social"). Car les familles subissent ces différences depuis des générations, suivant qu'elles se sont formées dans des milieux "pauvres" ou "riches". Le lieu où naît un enfant étant dû au hasard, le petit humain doit-il payer le fait d'être bien né ou mal né ? Si, dans un premier temps, on allouait un revenu à chaque enfant dès sa naissance, avec obligation aux familles de l'utiliser uniquement pour cet enfant, on pourrait tendre vers une certaine égalité. Bien sûr, les familles pauvres auraient tendance à puiser dans ce revenu pour améliorer leur vie quotidienne, ce qui est humain, et les familles riches cumuleraient les revenus, il faudra donc demander à celles-ci une contribution pour alimenter ce budget.

Réfléchir aux diminutions d'impôts pour les "pauvres" pourrait être aussi une transition. Évidemment, pareille proposition ne sera jamais prise en considération par la droite. Mais dans le cadre de la recherche d'une alternative de gauche, elle pourrait être retenue… Cela supprimerait toutes les allocations annexes : allocations familiales, allocations de rentrée, etc. Il faudrait aussi remplacer le congé parental (qui est une misère, et également un frein à la reprise de l'emploi des parents de milieu modeste) par des horaires aménagés pour les parents de jeunes enfants.

Ces propositions sont des propositions de transition qui, si elles étaient mises en place, aideraient à faire comprendre aux gens 1) que l'on peut toucher un revenu non proportionnel au travail fourni (cas des enfants dès la naissance) et 2) que tout individu qui reçoit un revenu doit fournir, tôt ou tard et selon ses compétences et ses goûts, un service aux autres.

Paulette Simon.

La hausse du prix du pétrole pose (enfin!) la question des énergies renouvelables … En 2002 (*GR* 1024), JACQUES HAMON avait fait le tour des perspectives qu'offrent pour demain ces diverses énergies, en s'appuyant sur les conclusions de l'Office Parlementaire de l'Évaluation des choix scientifiques et technologiques. Et Jean-François Amaury avait complété cette étude (*GR* 1025) par des précisions concernant en particulier l'énergie éolienne, et son propos avait amené ces deux auteurs à comparer (*GR* 1031) rendement (aspect technique) et rentabilité (possibilité d'en tirer un bénéfice financier dans le système économique actuel) des éoliennes.

Quatre ans après, dans notre dernier numéro (*GR* 1064), Jacques Hamon faisait le point sur ce type d'énergie dans un article, écrit pour la revue *Ingénieurs de la Vie et assorti de toute une bibliographie que nous n'avons pas reproduite.**

Plusieurs lecteurs ont montré par leur courrier à propos de cet article qu'ils ne raisonnaient pas exactement comme des Ingénieurs bien intégrés. Ce qui prolonge le débat sur les énergies par celui sur la consommation.

JEAN-FRANÇOIS AMAURY réagit ici non seulement en écologiste qui apporte le fruit de son expérience personnelle, mais aussi en distributiste, et qui pourquoi :

* dans son N° 474, où cette revue avait ajouté sous la photo du champ d'éoliennes de Californie : *«ce qu'il ne faut pas faire»*.

Question de choix, question de volonté...

Si les biocarburants sont des «nouvelles» énergies renouvelables, le solaire et l'éolien en sont de très vieilles. Depuis des temps très anciens, l'homme les utilise principalement en ce qui concerne le séchage, que ce soit des plantes fourragères, du linge domestique, des fruits ou des céréales. S'il y a aujourd'hui des récolteurs de maïs qui gaspillent de grandes quantités de fioul pour sécher leurs grains, il en reste encore qui stockent les pommes de maïs en cages (cribs) et qui ne les battent qu'au printemps suivant. Ils passent peut-être pour des ringards, mais ils se conduisent un peu moins en prédateurs de la planète que leurs congénères (si on ne parle pas de l'irrigation, car sinon cette culture se classe peu loin derrière les golfs en matière de prédation !).

Inutile de revenir sur la longue et riche histoire des moulins à vent qui, s'ils sont délaissés en France, bénéficient d'un engouement nullement passager aux Pays-Bas. Rappelons qu'en effet dans ce pays, certains moulins de drainage appartiennent à l'État (ou aux provinces) et sont confiés à des fonctionnaires qui ont l'obligation de les mettre en œuvre quand les pompes à moteurs électriques ou thermiques ne suffisent plus. La liste serait longue de toutes les fonctions autrefois affectées à ces mécanismes ingénieux, rustiques, et durables. Leur durée de vie ne se compte pas en décennies mais en siècles.

Pour ce qui est du potentiel de production des biocarburants, il convient de préciser desquels on parle. Colza et tournesol pourraient être cultivés sur les jachères subventionnées, et aussi sur les jachères circonstancielles.

Il faut savoir que dans les années 70, le génial Jean Pain, aujourd'hui décédé, avait mis au point une méthode de compostage des résidus végétaux de débroussaillage dont il tirait plusieurs avantages :

1 - un compost excellent pour les cultures,

2 - un dégagement de chaleur qu'il récupérait pour chauffer serres et autres locaux,

3 - un dégagement de gaz (méthanisation) qu'il utilisait pour alimenter les moteurs thermiques de son tracteur et de sa camionnette,

4 - un débroussaillage méthodique et régulier des sous-bois, rempart incontestable contre les feux de forêts.

Exigeante en travail manuel, cette méthode aurait pu être mécanisée (grâce au tracteur alimenté au méthane par exemple). Mais en partageant ce travail entre tous les inactifs… (— le coût des salaires ?— et les Canadair, ils ne coûtent rien ?) Vu les surfaces boisées, vu que les bûcherons brûlent toujours sur place les broussailles, pour rien, cette forme de biocarburant doit représenter un sérieux réservoir d'énergie renouvelable. À vos calculettes, Messieurs les ingénieurs !

Les quantités astronomiques de déjections animales qui polluent actuellement les nappes phréatiques pourraient sans problème être valorisées par méthanisation pour finir en engrais. Là encore, c'est une question de volonté. On peut sans prendre de risque, prévoir que lorsqu'il n'y aura plus de carburants fossiles et que le nucléaire aura enfin été abandonné, les lobbies du pétrole et du nucléaire s'approprieront d'une manière ou d'une autre le fumier animal comme ils s'approprient les éoliennes, et comme leurs copains du lobby de l'eau se sont approprié la distribution de cet élément naturel, autrefois servi par les communes, et encore avant, directement dans les puits particuliers.

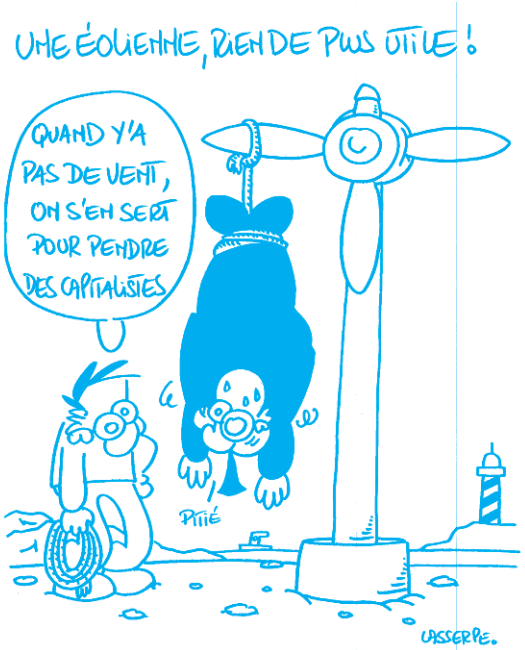
Le solaire maintenant. Alors que dans les années 70, les capitalistes et les nucléocrates ridiculisaient les partisans du solaire et de l'éolien, ils récupèrent aujourd'hui l'exploitation de ces énergies, dans le seul but d'en tirer de juteux profits. Tout ça ne réfléchit pas beaucoup, et s'ils se gargarisent avec le mot "innovation", ils ne l'appliquent guère. Réfléchissons pour eux : le chauffage solaire, même s'il est crédible, est une aberration. En effet, plus le soleil chauffe et moins on a besoin de chauffage !

Alors que plus personne aujourd'hui ne parle des frigos à absorption. Ils ne sont plus guère utilisés que pour le camping. Peu polluants par rapport aux frigos à compression (ils utilisent de l'ammoniac), ces frigos autrefois très courants chauffaient, électriquement bien sûr, de l'ammoniac qui ensuite, en se détendant, générait du froid.

On saurait très bien chauffer cet ammoniac aujourd'hui avec du soleil : nous possédons tous les composants technologiques pour le faire, seule manque la volonté. Ce n'est pas pour la climatisation, qui elle aussi est une aberration (une architecture bien pensée et adaptée aux sites peut nous en dispenser) que nous préconisons cette technique, mais pour les pays du Tiers-monde en général très ensoleillés et qui auraient besoin de frigos pour conserver leurs aliments. Alors qui sortira l'idée de son chapeau ? «L'énergie éolienne n'a vocation qu'à produire de l'électricité.» Certes, tant qu'on ne réfléchit pas plus que pour le soleil. Mais avec l'électricité, on peut produire de l'hydrogène plus simplement et moins dangereusement qu'avec le nucléaire. Voici donc une première manière de stocker cette énergie. On peut aussi comprimer de l'air avec lequel on peut animer toutes sortes de machines, d'outils, et même de véhicules. Paris avait autrefois tout un réseau d'air comprimé paraît-il. On peut aussi élever de l'eau, monter des poids (oui, comme pour les horloges)…

Je ne vois pas pourquoi une éolienne ne pourrait pas entraîner une bétonnière, voire une petite centrale à béton, un trieur, un concasseur et toutes autres sortes d'outils à utilisation occasionnelle.

Je comprends bien que Jacques Hamon nous parle de ces énergies du point de vue capitaliste, je veux dire dans le système actuel, avec des éoliennes gigantesques imposées aux citoyens exactement comme le nucléaire, sans leur demander leur avis et sans leur en laisser le moindre contrôle. Il ne remet pas en cause le nucléaire, et il ne semble pas non plus se poser de questions sur la folie de notre société. Nos besoins en



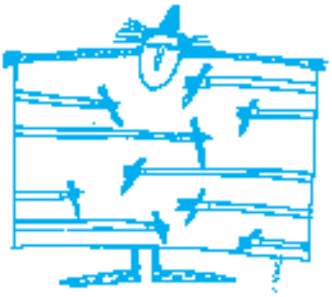
énergie sont surestimés par le mode de vie qu'on cherche à nous imposer. Un des aspects les plus visibles de ce mode de vie en prédateur, c'est l'extrême mobilité, tant des produits que des personnes. Chacun sait que dans un yaourt, il y a maintenant des milliers de kilomètres, car au lieu de consommer les produits du cru, il faut aujourd'hui que tout circule avant de revenir à son point de départ ! Il paraît que la Grande-Bretagne exporte la moitié de ses laitages, et en importe autant !

Pour les hommes, c'est pareil. Il faut absolument, pour "être moderne", aller passer un week-end là où le tsunami a fait des siennes. Il faut trouver normal que des Lyonnais aillent chaque jour travailler à Paris alors que des Parisiens vont travailler à Lyon. Idem pour Poitiers, Nantes et Strasbourg. Le TGV, comme le téléphone portable, est une nécessité absolue. Je dirais volontiers : «Tant mieux pour eux si ce téléphone portable les rend plus heureux que ceux qui n'en ont pas»… si ces gadgets ne justifiaient pas tout un système commercial honteux (la plupart sont fabriqués par des esclaves du Tiers-monde), et des débauches de publicité.

Il faut que tout le monde vive loin de son travail ! Eh oui, ça crée des emplois, tous ces transports… !

Il me semble que les abondancistes conséquents devraient rejeter la consommation imbécile, la publicité qui va avec, se méfier de l'automobile comme de l'avion et comme de la peste.

Car il y a des outils qui sont indispensables, mais il y en a d'autres qui sont ● ● ●



superflus.
Pour en revenir à nos éoliennes, M. Hamon doit savoir combien il en faut pour alimenter en décembre et janvier toutes ces guirlandes d'un goût discutable, que de plus en plus d'habitants pavillonnaires se croient obligés d'accrocher tout autour de leur toiture, avec des pères Noël sur des traîneaux, et qui clignotent de toutes les couleurs. Je sais bien que ce n'est pas ça qui gaspille le plus, mais les gens qui se plaignent à juste titre de la baisse de leur pouvoir d'achat, ont-ils réellement besoin d'acheter toujours plus pour ne pas paraître moins que leur voisin ?
Tout ça pour dire que les ressources en énergies renouvelables existent, qu'on doit faire travailler son imagination pour en trouver d'autres. Mais surtout, qu'on doit avoir un regard critique sur le mode de société dans lequel on vit.
Au contraire des capitalistes qui font tout pour de l'argent, de la valorisation des déchets à la dépollution, nous devons éviter de produire des déchets et de polluer. Non pas pour faire des économies, mais pour montrer qu'on la respecte, nous, la planète.
Ce qui peut différencier les abondancistes des capitalistes ? — Les premiers se considèrent comme usufruitiers de la planète qui appartient aussi aux générations futures, alors que les seconds se comportent comme ses propriétaires sans souci du lendemain.

J-F. A.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

G. Ooostenbroek 3 – Mme Frete 2 – R. Villedary 9 – A. Villégier 27 – S. Bagu 7 – G. Beaux 27 – E. Mons 7 – Mme Lescure 47 – Mme Bernon 17 – G. Guibert 7 – R. Josse 50 – MmeBalsalobre 3. Total 206 euros
(Liste arrêtée le 20avril)

Merci à tous!

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

Suite à l'article de J. Hamon sur l'énergie éolienne, je suis surpris de la façon dont le problème financier y est évoqué. Cet article ne me choquerait pas dans un journal "financier", mais beaucoup dans la Grande Relève. Il ne faut quand même pas oublier que la GR prône l'économie distributive et que les coûts dans notre modèle économique actuel, ne seront pas répercutés de la même façon dans l'économie distributive. Cela aurait dû être souligné d'une façon formelle, sinon restons dans le capitalisme.
N'oubliez pas que je suis toujours convaincu de la gratuité de toutes les richesses naturelles et particulièrement des énergies de flux.
Je remarque aussi que le sujet a été traité sur un plan national (à l'exception du dernier paragraphe) alors que le problème énergétique est mondial. Il n'y a qu'en E.D. que l'on pourra le traiter à l'échelon national.... et encore. Voici quelques précisions à propos de l'éolien : des chercheurs de l'Université de Standford affirment que le "vent" peut couvrir plus de 5 fois nos besoins énergétiques...et qu'il y a 1.000 sites où la vitesse du vent est suffisante pour générer jusqu'à 72 Terawatts d'électricité. En ce qui concerne le soleil, 200.000 Km² de panneaux suffiraient également à fournir l'énergie nécessaire à toute la planète, en consommation actuelle.
Aux détracteurs des éoliennes, sur le plan esthétique, je réponds qu'elles ne sont pas plus dommageables à l'environnement que les centaines de pylônes des grandes stations EDF de distribution, qui partent dans tous les sens.

G.O., Franconville.

RDLR : Comparer les coûts des diverses énergies dans le système actuel permet de montrer où mène ce système, en France et dans le reste du monde.
La gratuité des richesses naturelles est un vaste sujet de discussion. Dans le système capitaliste, cette gratuité fait la fortune de ceux qui l'ont accaparée. Les économistes considérent qu'il n'y a que deux facteurs de production : le travail humain et le capital. Il serait temps de reconnaître que la nature (ses matières premières, son énergie et son organisation, que la science nous permet d'exploiter) est un facteur essentiel de production, et d'attribuer un prix à ces richesses, ne serait-ce que pour les partager plus équitablement…

Ayant envoyé à un ami sénégalais le livre de Jacques Duboin intitulé "Économie politique de l'abondance", voici ce que m'a répondu cet ami, directeur d'école : «J'ai lu et relu ce livre paru en 1951, il y a plus d'un demi-siècle. Depuis, nous avons tous vécu sous le capitalisme au nord comme au sud. Nous en connaissons les bons comme les mauvais côtés, surtout les mauvais côtés, dont la liste serait longue et fastidieuse. J'ai ajouté les bons côtés car même si nous les combattons comme mode de production, nous reconnaissons, comme le fait l'auteur dans son préliminaire, qu'il a correspondu à un certain moment de l'évolution humaine....
Si en 1951, il avait le droit d'une critique constructive, nous l'avons aujourd'hui, à plus forte raison, nous les consommateurs qui assistons à son redéploiement dans le cadre de la mondialisation.
En ce qui concerne la définition de l'économie politique, l'auteur dit «c'est une science sociale qui étudie les moyens qu'utilisent les hommes pour créer et distribuer les produits dont ils ont besoin». Il faut y ajouter maintenant que l'homme crée et distribue beaucoup de produits dont il n'a pas besoin, ni lui, ni les autres. On se livre à un fort matraquage médiatique pour créer et imposer le besoin, sous le couvert intéressé des forces de l'argent qui, par le biais de l'OMC, du FMI et de la BM, font prévaloir leurs intérêts mesquins sur le reste de l'humanité.
Du libre échangisme, en passant par les monopoles, le capital a montré de grandes capacités d'adaptation pour surmonter ses crises. Après le monde bipolaire d'après la seconde guerre mondiale, nous assistons à l'émergence d'un monde unipolaire sous la houlette des Etats-Unis d'Amérique, qui régentent en coupe réglée et à leur guise les peuples, les nations et les économies les moins évoluées. De sorte que l'ensemble des droits humains et les valeurs qui les ont véhiculés sont foulés au pied :
- l'agriculture, telle que la voyait Quesnay, n'est plus à la base d'une saine économie qui nourrit son homme et booste le développement,
- le travailleur remplacé par la machine connaît le chômage avec aucun espoir d'en sortir ni dans son pays, ni dans un pays étranger,

- le capital s'est encore polarisé, aggravant les disparités à l'intérieur des nations, et entre les nations,
- le consommateur, là où il lui reste un pouvoir d'achat, est le jouet de forces perverses qui l'entraînent dans une consommation effrénée de pacotilles. Cette course effrénée au profit a nécessairement une limite, un krach boursier ou une autre politique économique garante de plus de solidarité.»

M.V de V., Wallers.

* * *

Les idées de Jacques Duboin sont toujours d'actualité malgré le temps passé. Une seule chose m'a toujours inquiété de sa part, c'est quand il pensait que les besoins des gens étaient limités, ce qui est évident pour l'alimentation, mais hélas, l'expérience montre que la plupart n'en ont jamais assez : plusieurs voitures, plusieurs résidences, bateaux de plus en plus nombreux et qui dorment dans les ports 90% du temps, téléphones portables (avec Internet, appareil photo) et autres gadgets de toutes sortes. Certains ont cru que le socialisme c'était la liberté quasi totale alors qu'au contraire, le vrai socialisme demandera une discipline certaine, sauf si l'homme s'améliorait, ce qui est hors de question, patrimoine génétique oblige. Il y aura malheureusement toujours des gens qui ne se sentiront bien qu'en ayant plus que les autres, en les dominant.

J. T. Savigny sur Orge.

RDLR : Sans doute. Mais depuis la mort de J. Duboin, les risques que fait courir à l'humanité cette course au "toujours plus !" ont pris une dimension tellement catastrophique que c'est une raison de plus pour remplacer le système actuel, qui, pour pousser les gens à ces excès, dont il a besoin, les conditionne par une foule de moyens, savamment mis au point.

* * *

À ceux des lecteurs qui ne lisent pas Charlie hebdo, je signale que la pensée d'un nombre toujours plus grand d'intellectuels, et pas des moindres, rejoint la vôtre. Ça remonte le moral des militants, parfois pris d'un doute en face d'esprits mal éclairés et surtout conditionnés par le matraquage des attardés du système libéral. Je signale en particulier un article de Philippe Val concernant le travail et surtout l'avenir de la jeunesse.

S.B., Vaulx en Velin.

* * *

Je vous lis toujours avec le plus grand intérêt et vous remercie de contribuer à «éclairer ma lanterne» pour mieux lire notre monde chaotique. Une suggestion : donner à vos lecteurs la référence d'un petit livre simple et pas cher (100 pages/5 euros) qui éclaire de manière pédagogique et concrète la question de la «décroissance» et des «biens publics à l'échelle mondiale». Titre «Progrès et décroissance. Penser en citoyen du monde» d'Eric Le Lann, Editions Bérénice.

J.B., Montmiral.

* * *

J'ai suivi le débat d'Antenne 2 sur le CPE, stupéfait : l'intelligence et la pugnacité de ces jeunes, mais leur cécité, comme celle de leur ministre ou de Martine Aubry, sur le fait qu'on leur ment : il n'y aura plus jamais de plein emploi. Dans moins de deux ans, tout sera entre les mains des actionnaires des plus grosses firmes et la précarité fera des ravages bien pires, parce que le système est mondial. C'est désormais le sabotage de la spéculation financière qui s'impose, la dénonciation du fait qu'il n'y a pratiquement plus de rapport entre le travail et la production de richesse, et que la richesse produite est confisquée par des combines qu'il faut dévoiler comme, en d'autres temps, on dénonçait les «cadences infernales».
Certaines pages de l'Atlas du Monde Diplomatique sont si criantes qu'on pourrait en faire des affiches : ça parle tout seul!
Comment peut-on renoncer à un engagement politique? J'ai envie de hurler à 78 ans comme j'en avais envie à 19 !

Ph. R., Villejuif.

* * *

Merci pour votre travail, cela m'aide dans mes échanges avec ceux que je rencontre (c'est pour eux que je m'abonne à trois exemplaires). Merci en particulier pour votre série d'articles sur la démystification de la monnaie à propos des choix économiques : pour qui ?
À ce propos, je signale l'excellente émission du 1er avril, sur France culture, celle de Ruth Stégassy qui a lieu tous les samedis de 7 à 8 heures.
Il faut donner la priorité à la Vie de tous, il faut une monnaie de Vie et non une monnaie d'accumulation stérilisatrice. Luttons aussi contre ces économies qui vivent du commerce des armes.

R.V., Villeurbanne.

Je suis convaincue que les propositions de l'économie distributive vont dans le bon sens, mais que tant que tous les courants de pensée ne peuvent pas s'exprimer à la télé, trop peu de gens en sont informés. Alors, je continue à faire comme mon père, Paul Béné, j'écris un peu partout pour informer, tenter de convaincre. Mais des actions sont à faire pour obtenir un véritable pluralisme de l'information.
Aux manifs, par exemple pour la défense des services publics, je n'ai rencontré personne de la GR qui distribuait des tracts, comme mon père le faisait. Peut-être faudrait-il prévoir des diffusions de tracts lors des manifestations et un lieu de rassemblement des distributistes. Il faut se faire entendre et se faire voir avant d'avoir le droit de passer à la télé.

P.S., Romainville.

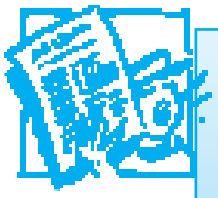
RDLR : Au journal, nous nous chargeons de publier la réflexion et d'offrir une tribune au débat. Nous ne pouvons qu'espérer que nombreux seront les lecteurs qui, suivant votre message, organiseront leur action militante suivant les évènements. Et dans ce but nous pouvons publier vos coordonnées et celles des lecteurs qui le souhaitent.

* * *

La lecture de la Grande Relève permet de garder l'optimisme. Les nouvelles du monde étant en général bien sombres, posséder dans son esprit les thèses d'une solution possible et souhaitable nous maintient à la lumière, au-delà de tous ces nuages.

A.L., Yerres.

* * *



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place… mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles. Ce *"revenu social"* est versé en *"monnaie de consommation"* et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extention et ses perfectionnements) revêt la forme d'un *"service social"* accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les compléte de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car

pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **JACQUES DUBOIN**
  Extraits choisis dans son œuvre.
  (prix 1 euro franco).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
  de Marie-Louise Duboin.
  Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).

- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
  Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
  (3,80 euros franco).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
  (3,80 euros franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
  N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
  N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
  N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
  N°1036 LE PÉTROLE
- Et un résumé de nos thèses (recto verso en A4 pour être photocopié) est également disponible.

on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Commission paritaire N° 0408 K 83051 · **ISSN :** 0398-2076
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE
Impression : ARTIS · **Diffusion** : NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr
Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/

TARIFS D'ABONNEMENT (11 N° par an)

France (régime intérieur pour la Poste) . . . . .23 euros.
abonnement de soutien : 14 euros par exemplaire en plus.
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P- M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par chèque bancaire
ou par CCP :
N°de compte 13 402 39 M Paris
références internationales:
IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088
BIC : PSSTFRPPPAR